Auto-organisation

Coup d'Etat en Bolivie

Lutte populaire et auto-organisation

Retour d'expérience

Après le coup d'Etat militaire bolivien du 10 novembre 2019, j'ai pu participer à une expérience locale de structuration populaire de logique révolutionnaire et autogestionnaire à Cochabamba dans un contexte où les représentants politiques traditionnels avaient failli. L'absence d'auto-organisation des classes populaires au cours des années Morales apparait comme un élément décisif dans la réussite du coup d'Etat bolivien.

Le 10 novembre 2019, la Bolivie est le théâtre d'un coup d'Etat militaire renversant le président récemment élu Evo Morales, orchestré principalement par les grands propriétaires terriens et agro-industriels de la région de Santa Cruz. Ces derniers, dont le pouvoir économique est resté intact sous le gouvernement Morales, se sont appuyés sur la cooptation d'une partie des représentants traditionnels (politiques, syndicaux), l'armée, les comités civiques, l'église bolivienne, les corporations de médecin, collectifs de citoyens urbains de classe moyenne supérieure, des groupes paramilitaires fascistes (*Union de la jeunesse crucéniste, Resistencia Juvenil Cochala…*), ainsi que sur l'impérialisme de puissances étrangères, au premier rang desquelles les USA, via notamment l'Organisation des Etats Américains. Lors des trois semaines précédant le coup d'Etat, alors que ces différents acteurs politiques étaient très actifs, notamment dans les villes, les classes pauvres et moyennes basses boliviennes se sont illustrées par leur immobilisme. La mobilisation importante de ces classes a été tardive et non massive. La répression militaire et policière, qui s'en est suivie, a fait au moins 36 morts au mois de novembre, la plupart des victimes étant issues des quartiers populaires.

Dans ce contexte, des habitants de différents quartiers de la ville de Cochabamba tentent de s'organiser pour faire face. Il faut remédier à ce qu'ils identifient comme étant la cause principale de l'échec du peuple bolivien face au coup d'Etat : son manque « d'auto-organisation », qui se reflète dans le défaut « de formation politique des bases », « d'éducation populaire », « d'armement idéologique ».

Cochabamba : nouvel épicentre de la lutte populaire

La région de Cochabamba est devenue un point névralgique de la lutte populaire depuis le milieu des années 1980, où fut mise en œuvre la nouvelle politique économique, alignée sur le *consensus de Washington* et accompagnée de réformes structurelles, marquant l'entrée de la Bolivie dans l'ère néolibérale. La privatisation des grands secteurs de l'économie nationale en Bolivie a entraîné l'implosion du socialisme dont son fer de lance historique le syndicalisme

minier marxiste, et a fait émerger progressivement la paysannerie comme l'avant-garde de la lutte populaire(1). Cette lutte s'est cristallisée à Cochabamba lors de la guerre de l'eau en 2000 et à travers la confédération des Cocaleros de la province du Chaparé, d'où est issu Evo Morales(2). Le MAS(3), parti d'Evo Morales, a émergé à partir des années 90 dans les campagnes au moyen de décennie d'ateliers et congrès paysans afin de créer un « instrument politique » complexe , agglomérant des organisations sociales et syndicales différentes et variées, paysannes et indigènes, des terres hautes et basses. Il devait permettre au mouvement paysan-autochtone de s'émanciper du *pongueaje politique*(4), les candidats étaient directement désignés par leurs bases respectives.

S'appuyant sur une structure préexistante d'éducation populaire pour les classes urbaines pauvres, un mouvement révolutionnaire autogéré a pris forme après le coup d'Etat, impulsé initialement par une trentaine de personne créant la « Coordinadora de bases de la Plaza de 14 Septiembre ». Les habitants s'organisent via des assemblées de quartier, populaires et publiques, des ateliers d'auto-formation, des réunions, des manifestations, des activités culturelles. Les activités sont quotidiennes, voire pluriquotidiennes depuis début décembre 2019, avec toujours un seul mot d'ordre : « s'organiser ». Ici se côtoient les classes pauvres et moyennes urbaines et périurbaines, artisans, ouvriers, petits commerçants, travailleurs informels, étudiants, enseignants, paysans et d'autres catégories sociales, en proportions différentes selon les quartiers. Nombre d'entre eux n'avaient jamais milité auparavant, comme en témoigne cet homme de 40 ans très ému : « Je n'avais jamais participé à la politique avant. Je me suis mobilisé quand ils ont massacré les gens. C'est le cœur qui parle et je vais me battre jusqu'à la victoire finale ». D'autres sont plus aguerris, comme d'anciens mineurs syndiqués.

Le constat fait est sans appel : le peuple n'a pas été capable de faire face au coup d'Etat, à la « droite », aux « fascistes », malgré un « soutien encore très important au MAS », Movimiento Al Socialismo, parti d'Evo morales, et au « processus de changement », que confirme la victoire au premier tour avec 47% des voix (taux d'abstention stable à 11,5%). Une question revient alors régulièrement : pourquoi la réaction populaire contre le coup d'Etat a été si faible ?

Le MAS : un « parti de fan » ?

Lors d'une réunion, une camarade bolivienne avance : « La cause principale de la réussite du coup d'Etat, c'est que le MAS n'a pas armé la population idéologiquement et ne l'a pas armée tout court (matériellement) ». Elle ajoute : « Au MAS, les gens ne parlent pas, seuls les dirigeants parlent […] Le problème, c'est que tout est Evo, ce qu'on fait c'est Evo, ce qu'on ne fait pas c'est Evo. » Un camarade bolivien affirme quant à lui qu'il n'y a « pas eu de préparation politique pour que le peuple réagisse, réponde aux attaques de la droite fasciste » avant de répondre aux armes : « La question ce n'est pas de tenir le fusil, c'est d'avoir la position pour pouvoir tenir le fusil. » D'une manière générale, il semble que la lutte armée soit redevenue une option dans la lutte, ou du moins un sujet de discussion : « Après tout ce qu'il a enduré, le peuple a gagné le droit de tuer, nous avons gagné le droit de tuer. Mais nous sommes pacifiques. » L'abandon de tout projet d'auto-défense populaire au profit d'une stratégie d'intervention au niveau de l'idéologie de l'armée et de la police (« école anti-impérialiste ») s'est soldé par un échec cuisant, comme une leçon historique donnée par le coup d'Etat.

Au sein du mouvement, on déplore que l'électorat du MAS, dont beaucoup sont issus, soit composé de « fans », « fanatiques », avec leur idole charismatique Evo Morales, leur *Wiphala* (symbole autochtone) reconverti en « drapeau de fan ». Ces « fans » ne sortent dans la rue que lorsqu'ils sont convoqués par leurs leaders, représentants politiques ou syndicaux, donnant lieu au fameux « pouvoir de convocation » du MAS, organisation politique formée d'un conglomérat d'organisation syndicales et sociales de base paysanne et populaire. Beaucoup de ces « fans » ne connaissent même pas, de leurs propres aveux lors d'assemblées populaires, la signification de la Wiphala et l'agitent depuis des années « en pensant que c'est le symbole du MAS ».

Ils sont nombreux à reprocher au gouvernement et au MAS de ne pas avoir fait d'éducation politique populaire pendant les 14 années passées au pouvoir. Leur parti politique étant au pouvoir, « les gens se sont endormis ». Un homme de 65 ans, « formateur » dans une branche locale affiliée au MAS, reconnaît « l'échec » de la formation populaire. Une formation intervenue très tardivement il y a deux ans seulement, centralisée et ne touchant que très peu de gens dans les villes. « *Les gens, si on prend par exemple les artisans mécaniciens, n'ont pas une vision claire des évènements et ont été sensibles à la propagande grotesque de l'opposition* », avant de poursuivre : « *le problème également, c'est que les députés du MAS ont pactisé avec la droite, ils ne suivent pas le* peuple. *Ils sont de la classe moyenne haute, n'ont jamais vécu dans la pauvreté et dans la douleur. Ils ne connaissent pas les souffrances du peuple.* »

En effet, la cooptation d'une bonne partie des représentants politiques et syndicaux a été un élément clé pour expliquer la faiblesse de la réaction populaire au coup d'Etat. Parmi les « cooptés », il y a les *invités* qui sont souvent décrits lors des assemblées populaires comme des « *opportunistes de la classe moyenne* ». Ces personnalités obtenaient des postes au sein de l'institution (députés, ministres, maires…) sans passer par les bases du MAS, invités directement par Morales. Il s'agissait d'exercer un attrait sur la classe moyenne à des fins électorales. Un ancien mineur syndiqué dénonce le clientélisme des dirigeants de la COB (central ouvrière Bolivienne) et des centrales syndicales minières, l'absence de formation politique, alors que les mineurs constituaient historiquement, avant la période néolibérale, le fer de lance de la lutte populaire bolivienne, extrêmement bien autostructurés et autoformés politiquement(5). Ces militants de la Coordinadora font également remarquer, non sans amertume, que 2 à 3 millions de soutien initiaux du MAS sont sortis de la pauvreté « *grâce au MAS* », mais une partie n'a pas voté pour Evo Morales ou est restée « *neutre* » pendant le coup d'Etat. Ironie de l'histoire !

Auto-organisation et lutte urbaine

L'objectif de la coordinadora est clairement établi dans ses principes de bases, à savoir « *préparer les gens de la base à construire ensemble une nouvelle société : il s'agit du socialisme communautaire Sumaq Kawsanapaq (Sumaq Quamaña o Vivir bien)* ». Le socialisme communautaire est pour l'instant resté à l'étape de projet lointain en Bolivie dans l'esprit des dirigeants lorsque Morales était au pouvoir. Le « capitalisme andino-amazonien » est jugé plus réaliste à la situation actuelle du pays selon l'ex-vice-président Álvaro García Linera (6). Il est intéressant de noter que ce dernier, ancien partisan de l'insurrection populaire armée au sein des Ayllus Rojos et véritable tête pensante du gouvernement Morales, considérait en 2008 que le communisme serait possible en Bolivie grâce à un mouvement ouvrier fort et auto organisé(6). Pour autant et malgré ses déclarations, rien n'a été fait pour inciter et appuyer l'auto-organisation des travailleurs pendant ces 14 années de règne d'Evo Morales.

Le mouvement de la « Coordinadora de bases de la Plaza de 14 Septiembre » est organisé de façon « horizontale, inclusive, participative, et pratique la démocratie communautaire directe ». La stratégie initiale consiste à encourager l'auto-organisation d'assemblées populaires dans les quartiers de Cochabamba, Quiracollo et Sacaba – municipalité aux entrées Est et Ouest de Cochabamba – par les habitants. Ces assemblées sont appuyées initialement par des membres de la coordination centrale résidant dans le quartier en question, avec immédiatement une logique d'autogestion. En plein quartier populaire, un espace autogéré urbain, unique en Bolivie, permet au mouvement de s'organiser. Les assemblées populaires publiques ont pour objectif principal d'attirer des travailleurs au sein du mouvement, à travers la discussion de thématiques spécifiques, choisies en amont : coup d'Etat, socialisme communautaire, Whipala, massacres, Etat plurinational etc.

La *Coordinadora* est structurée en équipes collectives de *Commission de Travail* sur diverses thématiques : économie et autofinancement, éducation populaire, art et culture populaire, logistique… et autour de groupes spécifiques (femmes, jeunes). Chaque nouveau membre « doit » rejoindre au minimum une commission de travail, idéalement deux. Le consensus est toujours recherché dans la prise de décision.

Les ateliers d'autoformation ont lieu trois fois par semaines en moyenne, à la fois théorique (e.g capitalisme, histoire des mouvements sociaux en Bolivie…) et technique (formation à des outils de militantisme, auto-financement…). Tout le monde est ouvertement anticapitaliste et anti-impérialiste. Même si certains se revendiquent ouvertement « marxistes », le mouvement n'a pas d'étiquette socialiste particulière, car le socialisme des classes productives urbaines est « pratiquement inexistant » en Bolivie, le sujet historique portant Morales au pouvoir étant l'indigène originaire, paysan des campagnes. Et si d'autres ne cachent pas leur ressentiment envers les « trotskystes boliviens » ou autres comités de districts à Cochabamba, qui « n'ont jamais incité à la formation politique de leur base » et se comportent comme de « *petits leaders avangardistes de classe moyenne, voulant uniquement conserver leur manne électorale* », c'est pour mettre l'accent sur la difficulté d'étendre le mouvement d'autogestion face à des groupes politiques ou syndicaux locaux existant depuis de nombreuses années, d'organisation verticale et soucieux de conserver une base électorale docile. Il est évident que ces derniers voient d'un mauvais œil l'émergence d'assemblées populaires autogérées dans leur zone d'influence historique, particulièrement dans la banlieue sud de Cochabamba.

Les manifestations sont également régulières et « importantes » ici car « il faut reprendre la rue » laissée à la droite lors des 3 semaines précédant le coup d'Etat. La tension entre la volonté de résultats rapides, une certaine impatience et le processus plus long d'auto-structuration populaire est également palpable.

L'assemblée hebdomadaire publique de la « Coordinadora de bases de la Plaza de 14 Septembre » a lieu sur la place du même nom. Quelques travailleurs de la place principale s'arrêtent ici et là, vendeuses ambulantes, cireurs de chaussures, etc. Ils sont rapidement invités à s'exprimer et à rejoindre une commission de travail. Mais globalement le groupe peine à attirer beaucoup de monde (entre de 30 à 40 personnes), car nous sommes en plein centre-ville de Cochabamba, quartier des classes moyennes-supérieures, dont une bonne partie a soutenu le coup d'Etat.

Sans surprise, l'affluence est bien plus importante dans les quartiers des classes populaires. Lors de la première assemblée populaire sur la place centrale de Sacaba, le jeudi 2 janvier 2020, on dénombre plus de 300 personnes, principalement des travailleurs de classe populaire, mais aussi beaucoup de jeunes très déterminés, qui étaient en première ligne lors du massacre de Sacaba. Ceux-ci ont depuis formés un groupe local *resistance juvénile de Wayana* pour s'auto-organiser dans la lutte contre le coup d'Etat. Les récits poignants qui décrivent l'horreur du massacre se succèdent : « Ils nous ont abattus comme des chiens » (7). Les contacts sont pris, les gens s'auto-organisent et définissent le jour hebdomadaire qui deviendra immédiatement bi-hebdomadaire en raison de l'affluence importante.

De même à Quillacollo le 5 janvier, ville périurbaine à l'entrée ouest de Cochabamba. A cet endroit, se rassemblent principalement des ouvriers, anciens mineurs syndiqués, et paysans. Le discours de classe est marqué. Un homme de 40 ans : « Les riches ne savent pas fabriquer quoi que ce soit ! Ils ne travaillent pas. Sans nous ils ne sont rien ». La récupération par les travailleurs des unités de production est également évoquée. L'assemblée de la coordinadora de Quillacollo vient de naitre.

En Bolivie, il existe un lien très fort entre la campagne, les zones périurbaines et les quartiers populaires qui sont des zones de jonction avec le monde paysan, et où les classes populaires vivent souvent à cheval entre la petite économie informelle des villes et l'économie familiale paysanne de campagne. L'agriculture représentait 30% des emplois en 2017, 21% pour

l'industrie et 49% pour les services(8). En dehors du secteur agricole, l'économie informelle représente 71% des emplois. Au sein du mouvement, il parait clair que les paysans indigènes forment la base sociale du processus révolutionnaire en Bolivie, les classes urbaines pauvres et moyennes basses devant se structurer et s'articuler avec eux. La force de mobilisation populaire se situe dans les campagnes, très organisées sur le plan syndical, mais avec une base souffrant parfois d'un certain degré de suivisme des leaders, eux même susceptibles d'être récupérés par l'opposition, comme ce fut le cas pour un certain nombre d'entre eux lors du coup d'Etat. On peut notamment citer Juan Carlos Huarachi à la tête de la COB, qui appela ouvertement à la démission du gouvernement Morales quelques heures avant le coup d'Etat(9), tandis que Vitaliano Mamani(10), membre du comité exécutif de la COB et dirigeant de *fabril* devenait plus tard, le 9 décembre 2019, vice-ministre du travail au sein du gouvernement putschiste. Cette nomination fut appuyée par la COB alors même que les classes populaires subissaient une répression criminelle dans la rue. La COB, ombre d'elle-même, a vu dans les manifestations de classes moyennes urbaines traditionnelles, largement racistes et réactionnaires, l'incarnation du peuple bolivien : « Le peuple le réclame ». Ce même Juan Carlos Huarachi déclarait pourtant 5 mois plus tôt soutenir Evo Morales car « Evo est le peuple, Evo est le pays »(11). Après des mois de complaisance vis-à-vis du gouvernement putschiste, la COB semble désormais suivre une option politique calculée, plus critique, non par conviction mais par pragmatisme face à la lutte populaire et le soutien encore important dont bénéficie le MAS. Cet épisode illustre l'état de léthargie idéologique et organisationnel dans lequel se trouve la COB et plus largement les organisations syndicales du MAS, dont les représentants ont été trop occupés pendant des années à briguer des postes dans la bureaucratie d'Etat. Les choses furent différentes dans la province du Chapare où les habitants sont spontanément allés dans la rue pour lutter contre le coup d'Etat. Ils ont expulsé la police nationale, détruit ses postes et casernes, faisant du Chapare un territoire autogouverné via les centrales syndicales de travailleurs, en s'appuyant sur les six fédérations de Cocaleros. J'ai pu le constater début janvier à Villa Turani où des *polices d'union* avaient été mises sur pied sous le contrôle de la communauté par l'intermédiaire des centrales de travailleurs (jusqu'à 30 centrales par fédération).

Une lutte anticoloniale

La « *bataille culturelle* » contre la « *culture capitaliste individuelle néolibérale* » est aussi très présente dans le mouvement avec de nombreux événements solidaires dans les quartiers populaires : aide scolaire, partage d'*Api* (boisson autochtone à base de maïs) et *Buñuelos* (beignets bolivien), jeux avec les enfants de quartiers le jour de Noël, soirée régulière sur le thème de la *Whipala* et l'indianité, chants révolutionnaires à chaque rencontre, repas solidaires et militants, rituels autochtones, etc. Lors de l'assemblée du 23 décembre sur la place principale du 14 septembre, à l'approche de Noël, les participants chantent ensemble la célèbre chanson *Creo en vos* du chanteur Nicaraguayen Carlos Mejia Godoy sur la théologie de la libération(12). Chacun est ensuite amené à exprimer son ressenti et opinion vis à vis des paroles chantées. On rêve ici noël solidaire et sans trêve sur le plan de la lutte populaire, et non d'une fête commerciale. Cette pratique populaire est à mettre en contraste avec l'Eglise évangélique bolivienne qui a joué un rôle dans le coup d'Etat.

Malgré l'instauration d'un Etat plurinational en 2009, on estime que « *Le gouvernement n'a rien fait pour la décolonisation* ». A la lutte des classes s'incorpore une lutte de décolonisation dont la *Wiphala* est le symbole, omniprésente dans les luttes populaires boliviennes. Chaque évènement au sein du mouvement finit systématiquement autour du drapeau de la *Whipala* où chacun est invité à exprimer le sens de Whipala dans sa vie et dans

la lutte. Ce symbole de la philosophie andine reflète notamment le lien profond entre l'homme et la nature ; nature qui n'est pas considérée comme un élément extérieur qu'il faudrait maitriser. *« Sortir la Wiphala est un acte de décolonisation* ».

Répression et lutte populaire

Il existe ici un réel climat de peur lié à la répression. Un homme de 65 ans, rencontré sur un marché de Cochabamba, dénonce fermement le coup d'Etat, mais refuse ma proposition de venir participer au mouvement autogéré en raison de sa peur des groupes fascistes, les « motoqueros ». Ces motoqueros sont des groupes de jeunes issus des classes moyennes et supérieures de Cochabamba, ouvertement racistes, armés (battes de base-ball, chaînes, grenades, armes à feu), qui chargent sans hésitation des travailleuses indigènes sans défense ou des manifestants brandissant la Whipala, avec la complicité de la police putschiste. La 7e fédération des cocaleros du Chapare, située à Cochabamba, a été détruite par les motoqueros. De nombreux militants sont qualifiés de « séditieux » ou « terroristes » et emprisonnés par le pouvoir en place en Bolivie(13). Une pancarte brandie lors des assemblées rétablit la vérité : « Nous ne sommes pas des terroristes, nous sommes le peuple ».

Des processus similaires ont lieu dans d'autres régions, notamment à El alto, où j'ai rencontré un groupe de militants clandestins, car ici les assemblées publiques sont impossibles à organiser. La police rode dans les quartiers sous tensions depuis le massacre de Senkata et met en prison les « agitateurs », qualifiés là encore et toujours de « séditieux » et « terroristes ». Des réunions départementales à Cochabamba (fédération de Cocaleros) et nationales (El Alto, Plan 3000 de Santa Cruz, Oruro…) sont en cours de planification afin de construire un « *mouvements des mouvements* » capable d'articuler et coordonner l'organisation des bases populaires, paysannes et citadines, sur une logique autogestionnaire afin de « *construire depuis la base et depuis la gauche le pouvoir populaire pour générer l'hégémonie* ». J'ai pu au sein du mouvement partager mon expérience des gilets jaunes notamment lors d'un atelier spécifique s'inscrivant dans le principe n°5 du mouvement « *solidarité et réciprocité entre nous […] pratique de l'internationalisme solidaire entre les peuples* ».

Le MAS : critiqué mais soutenu

Malgré le principe « *non électoraliste* » du mouvement, le soutien au MAS et à Evo Morales, bien que critique, persiste sans ambiguïté, et on ne cesse de rappeler les bienfaits de la politique de cette organisation qui a permis à 2,2 millions de personnes de sortir de la pauvreté (20% de la population). Des militants voient même cette période post-coup d'Etat comme « *une opportunité pour améliorer le MAS, traiter la question de la participation populaire, de l'armement du peuple, des invités…* ». D'autres, au contraire, ne perçoivent de possibilité d'évolution vers le socialisme communautaire que par l'insurrection des masses auto-organisées. Et enfin beaucoup espèrent améliorer le MAS en attendant ce soulèvement. Il est important de comprendre que le nationalisme populaire est une réalité politique, idéologique et existentielle très concrète en Bolivie (2), alors que la bourgeoisie traditionnelle du croissant oriental (Santa Cruz, Beni, Pando, Tajira), d'extrême droite, privilégie un projet d'autonomie de type fédéraliste.

Le défi de l'auto-organisation permanente

Le mouvement est embryonnaire et je me garderai bien de prédire son évolution, mais il est évident qu'il devra faire face à de nombreuses difficultés. L'une d'entre elles sera de fédérer des classes populaires aux profils sociologiques variés qui prennent parfois la forme d'un fort corporatisme : de la petite paysannerie familiale précaire basée sur la propriété privée aux structures paysannes de production collective en passant par les paysans sans terres, des ouvriers mineurs (secteur public et privé) aux travailleurs des « coopératives » minières, des travailleurs urbains du secteur informel aux salariés, sans oublier les tendances contradictoires des nouvelles classes moyennes. Fédérer certes, mais sans oublier que la plus grande des difficultés est de mettre en place une auto-organisation permanente. Compte tenu des spécificités boliviennes et d'une urbanisation galopante, il me semble qu'un tel mouvement devra s'appuyer sur l'existence d'un lien historique fort entre ville (ouvriers-artisans-travailleurs informels) et campagne (paysans), sous peine de n'être qu'un coup d'épée dans l'eau. A l'heure de l'émergence d'une bourgeoisie rurale indigène locale en Bolivie, la lutte des classes au sein de la paysannerie semble également primordiale. Dans son projet de réponse à Vera Zassoulitch écrit en 1881 au sujet de la possibilité d'une révolution en Russie, alors très peu industrialisée, Marx évoqua la possibilité d'un socialisme communautaire émergeant à partir de la paysannerie en raison du caractère collectif historique de la propriété paysanne russe (contrairement à la paysannerie anglaise) et du degré de progrès technique, d'outillage de la commune Russe à l'époque(14). De telles conditions sont-elles réunies en Bolivie ? Rien n'est moins sûr. L'agro-industrie privée des grands propriétaires terriens et l'agriculture familiale paysanne sont largement majoritaires. Cette dernière est très peu développée sur le plan technique, tandis que la première est très productive(15). Dans les campagnes boliviennes, tandis que la propriété collective semble minoritaire et en difficulté (e.g coopératives de quinoa), la propriété privée individuelle semble être progressivement supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, le salariat. Pour finir, on voit difficilement comment le MAS, qui a cessé d'être l'émanation des bases depuis fort longtemps, si tenté qu'il l'ait vraiment été, pourrait soudain incarner ce changement radical ou du moins l'aider.

Une série de contradictions importantes, dont l'analyse dépasse l'objectif de ce texte, laisse à penser que la réussite du coup d'Etat était prévisible. On se contentera de remarquer que l'utilisation de la voie institutionnelle était en contradiction avec l'auto-organisation populaire et son corollaire l'autodéfense populaire, tandis que le soutien au mode de production capitaliste était en contradiction avec le soutien à d'autres modes de production et rapports sociaux (collectifs, communautaires) dont une partie des bases du MAS est issu, entrainant ainsi un effritement du soutien au MAS. Les conséquences funestes de la marchandisation du quinoa sur les communautés andines boliviennes illustrent tragiquement les propos de Marx dans le Capital : « L'échange de marchandise commence là où les communautés finissent ».

Rosa Luxembourg l'expliquait déjà clairement en 1918 : « Le socialisme doit être fait par les masses, par chaque prolétaire »(16). Le coup d'Etat fascisant bolivien est, d'une manière générale, une leçon de plus pour la gauche : un peuple dépossédé de ses prérogatives politiques ne peut mener à bien le changement vers le socialisme, ni faire face aux attaques réactionnaires. Le prolétariat doit se structurer à partir de la base via l'auto-organisation populaire.

Loin d'être un « accident » comme le prétend Álvaro García Linera à la veille des élections d'octobre 2020(17), ce coup d'Etat est au contraire un enseignement pour les luttes à venir : Seul un mouvement de masse autoorganisé peut renverser le système capitaliste et non un

peuple suivant son idole, aussi parfaite (ou pas !) soit-elle. Désormais, le peuple bolivien n'a « *plus le choix* ». Et ce n'est pas le seul.

Références

1. Lors du tounant néolibéral, 23000 mineurs et des milliers d'ouvriers ont été relocalisés dans la région de cochabamba, reconvertis notamment en petit producteurs de coca, de fruits et légumes, formant ensuite des syndicats paysans puissants par leur solide formation politique acquise dans les mines et manufactures. LACROIX Laurent, Le GOUILL Claude, Le « processus de changement » en Bolivie. La politique du gouvernement d'Evo Morales (2005-2018), IHEAL, Paris, 2019.
2. STEFANONI Pablo, "QUE HACER CON LOS INDIOS…" y otros traumas irresueltos de la colonialidad, Plural Editores, La Paz, 2010.
3. Le MAS (movimiento al socialismo) est le parti politique de Evo Morales. Evo Morales est arrivé au pouvoir avec le MAS par les urnes en 2006.
4. Désigne l'utilisation des paysans par les partis pendant les campagnes électorales.
5. Le tournant néolibéral de 1985 entraina le licenciement de 40000 travailleurs des manufactures et relocalisation de 70% de la main-d'œuvre minière. La Centrale Ouvrière Bolivienne (COB), syndicat ouvrier historique qui jouait depuis des décennies un rôle d'entité matrice articulant les principales organisations de travailleur du pays connu une crise sans retour.
6. STEFANONI Pablo, RAMIREZ Franklin, SVAMPA Maristella, Las vías de la emancipación en Bolivia: Conversaciones con Álvaro García Linera, Ocean sur, Mexico, 2009.
7. https://simonb.noblogs.org/post/2020/10/14/hommage-aux-martyrs-du-massacre-de-sacaba-en-bolivie/.
8. LO/FTF Council Analytical Unit. Avril 2018. Perfil del Mercado Laboral 2018. Consulté sur http://dicyt.uto.edu.bo/observatorio/wp-content/uploads/2019/04/Perfil-mercado-laboral-Bolivia-2018.pdf.
9. La Central Obrera Boliviana pidió la renuncia a Evo Morales, disponible sur : https://www.infobae.com/america/america-latina/2019/11/10/la-central-obrera-boliviana-pidio-la-renuncia-a-evo-morales/.
10. Vitaliano Mamani, dirigente de la COB, asume como Viceministro de Trabajo. Disponible sur : https://www.opinion.com.bo/articulo/pais/dirigente-cob-asume-como-viceministro-trabajo/20191210122009740671.html.
11. Huarachi explica su apoyo a la candidatura de Morales: "Es porque Evo es pueblo, Evo es país". Disponible sur : http://www.oxigeno.bo/pol%C3%ADtica/36180.
12. La théologie de la libération est « un ensemble d'écrits », ayant émergé dans les années 70 au sein de l'église catholique en Amérique Latine, à tonalité subversive qui se caractérise notamment par le choix prioritaire de défendre les pauvres, la critique de l'idolâtrie du marché, de la notion du progrès et du péché structurel, et la dénonciation prophétique des injustices. Elle est l'expression théologique d'un large mouvement social et religieux anticapitaliste et anticolonial apparu au cours de la seconde moitié du 20es en Amérique Latine.
13. IHRC. Aout 2018. « They Shot Us Like Animals » : Black November & Bolivia's Interim Government. Consulté le 10.08.2020 sur http://hrp.law.harvard.edu/wp-content/uploads/2020/07/Black-November-English-Final_Accessible.pdf.

14. « En Russie, grâce à une combinaison de circonstances unique, la commune rurale, encore établie sur une échelle nationale, peut graduellement se dégager de ses caractères primitifs et se développer directement comme élément de la production collective sur une échelle nationale. […]cette commune est le point d'appui de la régénération sociale en Russie. » Karl Marx, Projet de réponse à Vera Zassoulitch, Février-mars 1881.
15. 75% des produits consommés en Bolivie viennent du département de Santa Cruz, dont 82% de l'agro-industrie. A l'échelle nationale, le département de Santa Cruz produit à lui seul 93% de la viande, 63% des fruits, et même 45% des pommes de terre. LACROIX Laurent, op. cit.
16. LUXEMBURG Rosa. Décembre 2018. Notre programme et la situation politique. Discours au Congrès de fondation du P. C. Allemand (Ligue Spartacus) Consulté sur https://www.marxists.org/francais/luxembur/spartakus/rl19181231.htm.
17. https://la-razon.com/nacional/2020/10/10/garcia-reaparece-y-califica-de-accidente-historico-al-gobierno-de-anez/.